

Les Verts, Cohn Bendit, l'environnement et l'Europe Daniel Boy

▶ To cite this version:

Daniel Boy. Les Verts, Cohn Bendit, l'environnement et l'Europe. Revue Française de Science Politique, 1999, 49 (4-5), pp.675-686. hal-01010841

HAL Id: hal-01010841 https://sciencespo.hal.science/hal-01010841

Submitted on 20 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Monsieur Daniel Boy

Les Verts, Cohn-Bendit, l'environnement et l'Europe

In: Revue française de science politique, 49e année, n°4-5, 1999. pp. 675-686.

Citer ce document / Cite this document :

Boy Daniel. Les Verts, Cohn-Bendit, l'environnement et l'Europe. In: Revue française de science politique, 49e année, n°4-5, 1999. pp. 675-686.

doi: 10.3406/rfsp.1999.396253

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1999_num_49_4_396253



LES VERTS, COHN-BENDIT, L'ENVIRONNEMENT ET L'EUROPE

DANIEL BOY

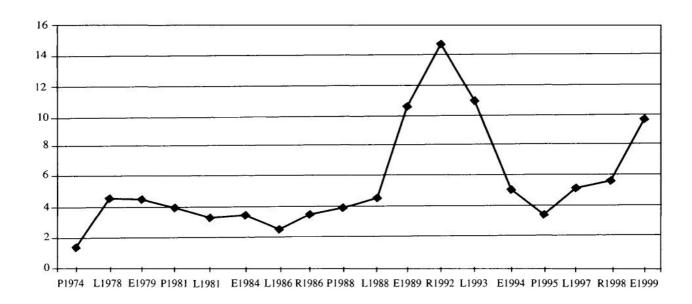
a liste des Verts menée par l'ancien leader du mouvement de Mai 68, Cohn-Bendit, a atteint près de 10 % (9,7 %) des suffrages exprimés aux élections européennes du 13 juin dernier. C'est plus qu'ils n'espéraient, c'est davantage que ne l'avaient laissé prévoir les sondages préélectoraux, qui, cependant, dans les derniers jours de la campagne avaient enregistré une certaine hausse des intentions de vote en faveur de l'écologie politique. Dans plusieurs pays européens, les écologistes ont du reste enregistré d'excellents scores. Leur moyenne (brute c'est-à-dire non pondérée par le poids des inscrits de chaque pays) s'élève à 9,4 % environ. Les Verts français se situent donc un peu au-dessus de cette moyenne.

Comment apprécier ce score dans la série des résultats obtenus par l'écologie politique française ? À quels facteurs attribuer cette réussite ? Quels enseignements tirer de la géographie de leurs résultats et de la sociologie de leur électorat ?

DES RÉSULTATS EN DENTS DE SCIE

Sans remonter à la fondation du parti des Verts, leur histoire électorale récente montre que ce mouvement a suivi une évolution électorale très incertaine (graphique 1). Aux élections européennes de 1989, les Verts français, menés à l'époque par Antoine Waechter avaient créé la surprise en obtenant 10,6 % des suf-

Graphique 1. Les résultats des écologistes aux élections législatives, présidentielles, régionales, européennes depuis 1974



Daniel Boy

frages exprimés avec un niveau d'abstention très comparable à celui qui a été observé le 13 juin dernier. Mais cette première percée fut suivie de résultats très chaotiques : aux élections régionales et cantonales de 1992 la concurrence de Génération Écologie brouille quelque peu l'image de l'écologie politique française. Les candidats recrutés par le ministre de l'Environnement du gouvernement Rocard, Brice Lalonde font en effet à peu près jeu égal avec ceux des Verts (environ 7 % chacun). Aux législatives qui suivent, les deux forces, théoriquement alliées, se partagent quelque 8 % des suffrages, score fort honorable à l'aune européenne. Pourtant les deux partenaires écologistes se déchirent au lendemain de l'élection : chacun attribue à l'autre la responsabilité de ce qu'il considère comme un échec. Au sein même de chacune des deux formations, les exclusions, les tentatives de scissions, les départs de telle ou telle personnalité dégradent peu à peu l'image publique de l'écologie politique. Aux élections européennes de 1994, les électeurs sanctionnent durement ces inconséquences : le parti des Verts y obtient à peine 3 % et la liste menée par Brice Lalonde environ 2 %. À l'élection présidentielle de 1995, Dominique Voynet qui a finalement réussi à faire triompher sa ligne politique au détriment d'Antoine Waechter ne recueille pourtant que 3,4 % des suffrages. Dans la perspective des élections législatives, l'état-major des Verts est conscient que le mouvement risque sa survie : faute d'obtenir de bons résultats aux législatives, le financement public du parti sera perdu et les Verts retourneront vraisemblablement à leur marginalité politique des années quatre-vingt. Une alliance avec le Parti socialiste est donc décidée et les Verts prennent les moyens de la réaliser pleinement en obtenant un accord électoral qui leur réserve un certain nombre de circonscriptions « gagnables ». Six d'entre elles sont effectivement gagnées et les Verts font leur entrée à l'Assemblée nationale et surtout au Conseil des ministres où siège désormais une ministre de l'Environnement verte, Dominique Voynet. Cette victoire politique, fruit d'une stratégie d'alliance intelligente, ne doit pas cependant cacher que les Verts en 1997 comme l'année suivante aux élections régionales ne dépassent guère la barre des 5 % des suffrages exprimés. Le score obtenu aux élections européennes du 13 juin constitue par conséquent une véritable progression. À quoi l'attribuer?

L'ÉQUATION GAGNANTE

Trois facteurs peuvent être invoqués pour rendre compte du succès de la liste verte : les enjeux environnementaux, l'apport personnel de Cohn-Bendit, et l'image des Verts au sein de la majorité plurielle.

L'écologie politique française et européenne a toujours été dépendante du « contexte environnemental » c'est-à-dire de la sensibilité plus ou moins marquée du public aux enjeux environnementaux. Or cette sensibilité paraît variable. L'histoire de l'environnement est marquée par des crises, des sursauts et des accalmies soudaines. Depuis une trentaine d'années, tantôt un accident environnemental majeur propulse l'environnement au rang des premières préoccupations du public tantôt l'urgence semble moindre et c'est l'économie, le chômage ou l'insécurité qui semblent prendre le pas sur les craintes de désastre écologique planétaire. Or, ces dernières années, les préoccupations environnementales sont revenues au devant de la scène politique en Europe et peut-être plus encore en France. Dans les semaines qui ont précédé le scrutin, l'affaire de la contamination de poulets d'élevage par de la dioxine en Bel-

gique a une nouvelle fois attisé les craintes du public dans le domaine de la sécurité alimentaire. Mais cette nouvelle affaire venait à la suite de bien d'autres. Le cas de la « vache folle » est certainement le plus spectaculaire et il semble avoir entraîné une méfiance accrue des consommateurs européens à l'égard de l'industrie agro-alimentaire. C'est dans cette atmosphère de défiance que s'est développé, dans plusieurs pays européens, le débat sur les risques éventuels induits par la culture de plantes transgéniques et par les conséquences éventuelles de leur incorporation dans certains produits alimentaires. En Autriche, en Suisse, et plus récemment en Grande-Bretagne, le débat est devenu particulièrement tendu. En France, plusieurs décisions gouvernementales ont été critiquées par les associations de défense de l'environnement et une « Conférence de citoyens » a été organisée à ce sujet au mois de juin 1998. Enfin, dans notre pays, la sécurité alimentaire n'est pas seule en cause : depuis peu, des médecins dénoncent la pollution de l'air due aux gaz d'échappement des voitures et affirment qu'elle serait la cause directe de maladies pulmonaires chez les jeunes enfants, voire qu'elle induirait des décès prématurés parmi les personnes à risque. Cette problématique d'un lien direct entre pollution et santé, très nouvelle en France, change la perception du risque environnemental : ce qui paraissait il y a peu comme un problème abstrait ou lointain devient un enjeu concret et proche.

Mesurer l'apport personnel de Cohn-Bendit n'est évidemment pas facile : il est clair que, dans l'ensemble de la population, l'ancien leader de Mai 68 ne bénéficiait pas d'un capital de confiance très élevé. Mais les qualités oratoires de Cohn-Bendit, sa capacité à parler un langage « ordinaire », voire sa présentation vestimentaire informelle ont très probablement séduit un électorat jeune, peut-être au delà des frontières de l'écologie politique. Il est vrai que l'écologie séduit plus souvent les classes d'âge les plus jeunes, mais cette fois le différentiel est important : selon le sondage réalisé par la SOFRES le jour du vote, 19 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans auraient choisi la liste menée par Cohn-Bendit.

Hors la personnalité même de Cohn-Bendit il se peut aussi que son équation politique personnelle ait convaincu un peu au-delà du strict électorat vert : le slogan unissant les termes « libéral » et « libertaire » a pu convenir à des couches sociales inclinant vers une écologie qui ne serait pas incompatible avec un certain pragmatisme à l'égard des lois du marché. Les cadres du secteur privé qui, il y a quelques années, avaient été tentés par l'écologie pragmatique de Brice Lalonde ont pu se retrouver sur un candidat qui n'affirmait pas le caractère plus ou moins sacré du secteur public.

Dernier facteur qui peut expliquer la réussite électorale des Verts, leur comportement au sein de la majorité plurielle. Depuis leur entrée dans une alliance de gauche, les Verts ont donné des preuves multiples de leur loyauté : malgré certains désaccords de fond sur le traitement de dossiers environnementaux, ils ont su accepter avec patience certains arbitrages rendus par le Premier ministre. Tout au long de la guerre du Kosovo, il était frappant d'observer comment un mouvement politique animé par un pacifisme profond avait accepté la participation de la France à une action militaire internationale. Cette loyauté de principe a pu inciter des électeurs de tradition socialiste à voter pour la liste verte, sans éprouver le sentiment de trahir leur camp.

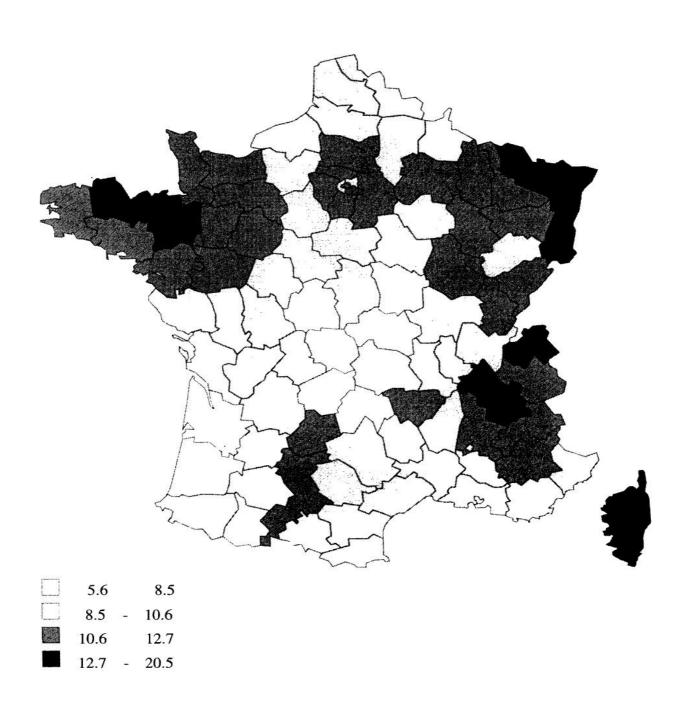
Il existe depuis longtemps une carte de France de l'écologie politique, comme il existe des cartes de la gauche ou de la droite. Cette carte, qui présente des régularités, a parfois été bouleversée, notamment lorsque l'écologie s'est trouvée divisée en deux forces concurrentes, Les Verts et Génération Écologie. Pour comprendre la répartition géographique de l'écologie aux dernières élections européennes, il est utile de revenir un peu en arrière.

La carte des suffrages recueillis par la liste menée par Antoine Waechter (carte 1) aux élections européennes de 1989 montre les territoires de base de l'écologie politique : à l'Est, l'Alsace, au Sud-Est, la région Rhône-Alpes et notamment les départements alpins, à l'Ouest, la Bretagne et la Normandie. Aux élections régionales de 1992, cette carte est très fortement modifiée par l'irruption du vote en faveur de Génération Écologie : la parti de Brice Lalonde obtient des résultats très élevés dans deux régions, la Bretagne et la région parisienne. Pour visualiser l'apport de Génération Écologie, on peut considérer la carte du résultat des élections européennes de 1994 (carte 2). À cette élection, deux listes écologistes sont présentes, l'une menée par Brice Lalonde, l'autre par Marianne Isler-Béguin, militante des Verts. L'addition de leurs suffrages (environ 5 % des exprimés) et sa visualisation géographique est intéressante : aux régions traditionnelles de l'écologie politique (Alsace, Rhône-Alpes, Ouest) s'ajoutent maintenant la région parisienne où les Verts seuls n'ont jamais fait d'excellents scores contrairement aux candidats de Génération Écologie.

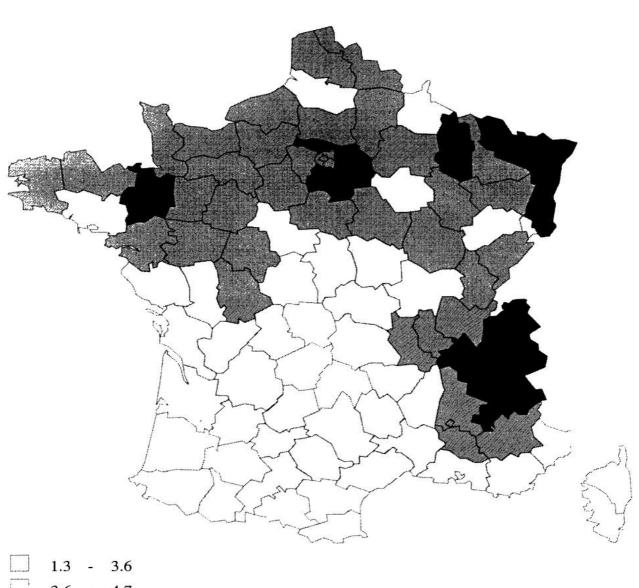
La carte représentant les suffrages de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 (carte 3) indique certaines zones de faiblesse intéressantes : le départ d'Antoine Waechter du mouvement des Verts pour cause d'incompatibilité avec la nouvelle direction a entraîné une faiblesse des soutiens en Alsace, région native d'Antoine Waechter. Parallèlement, la région parisienne, gagnée par Génération Écologie dans les années précédentes, ne constitue plus une zone de force principale. Aux élections législatives de 1997 comme aux régionales de 1998, les Verts ne parviendront guère à combler cette double perte.

Or la carte des suffrages recueillis par la liste des Verts aux élections européennes (carte 4) vient combler ces lacunes. Cette fois trois zones de force traditionnelles, l'Alsace, la région Rhône-Alpes et l'Ouest sont présentes avec un renforcement notable en Bretagne. Et s'ajoute enfin à ce socle traditionnel, la région parisienne que les Verts n'avaient jamais réussi jusqu'ici à conquérir. Il semble vraisemblable, par conséquent, que lors de ces dernières élections, les Verts soient parvenus à capter enfin des fractions de l'électorat écologiste qui ne leur étaient pas acquises jusqu'ici : ceux qui donnaient leur voix à Génération Écologie et pour partie ceux qui étaient restés fidèles à Antoine Waechter. Du reste, le Mouvement écologiste indépendant de l'ancien leader des Verts s'établit nationalement à 1,5 % des suffrages et n'atteint ou ne dépasse le seuil des 2 % que dans six départements : la Haute-Savoie, le Territoire de Belfort, la Corse du Sud, la Moselle, et les deux départements alsaciens. Et ses scores sont particulièrement faibles dans ce qui constituait autrefois son territoire de base : 3,4 % dans le Bas-Rhin (contre 12,5 % à la liste Cohn-Bendit) et 4.9 % dans le Haut-Rhin (contre 11,6 % pour ses concurrents Verts).

Carte 1. Élections européennes de 1989, en % exprimés



Carte 2. Élections européennes de 1994, en % exprimés

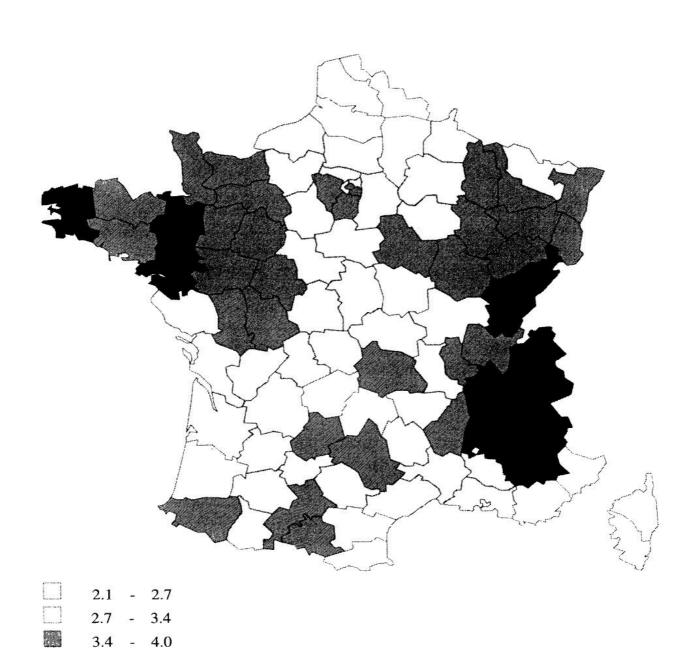


3.6 - 4.7

4.7 - 5.9

5.9 - 8.3

Carte 3. Élection présidentielle de 1995, en % exprimés

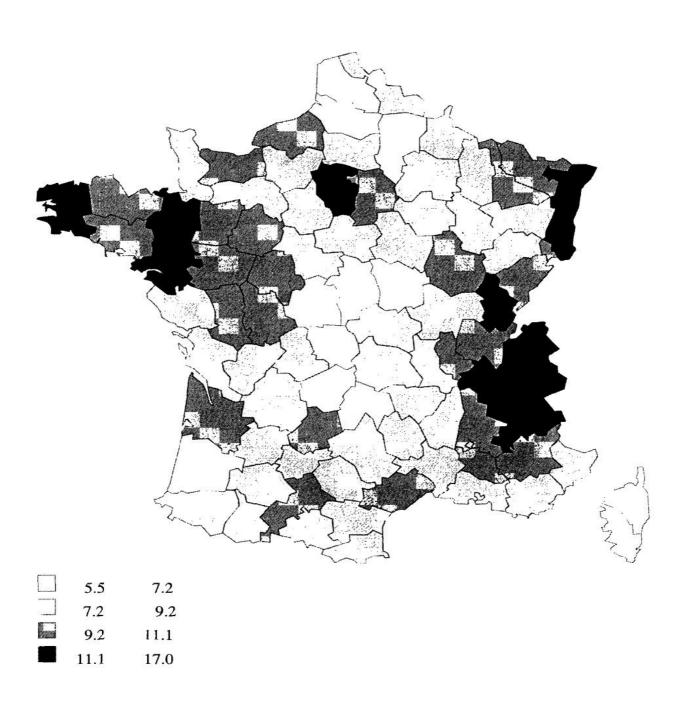


4.0

5.9

681

Carte 4. Élections européennes de 1999, en % exprimés



Pour préciser ces observations purement géographiques, on peut tester à partir de corrélations (au niveau départemental) l'existence de flux de voix. Remarquons d'abord qu'il y a de bonnes corrélations entre les suffrages de la liste Cohn-Bendit et ceux des Verts ou du total Verts + Génération Écologie aux élections précédentes. Par exemple, entre les résultats de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 et ceux de Cohn-Bendit en 1999, la corrélation est de 0,70. De même, entre le total Lalonde et Isler-Béguinn 1994 et Cohn-Bendit la corrélation s'établit à 0,69.

Pour tester notre hypothèse selon laquelle le vote en faveur de la liste Cohn-Bendit aurait réussi à capter l'électorat de Génération Écologie, nous avons recherché plus en amont les corrélations avec les résultats des élections régionales de 1992, seul cas où l'on peut observer une concurrence réelle entre les deux organisations. Or l'analyse montre qu'il y a d'assez fortes parentés entre le vote en faveur de Génération Écologie en 1992 et le vote en faveur de Cohn-Bendit en 1999 puisque la corrélation s'élève à 0,57. Les relations sont, en revanche, beaucoup plus faibles avec le vote vert à ces mêmes élections régionales (0,10).

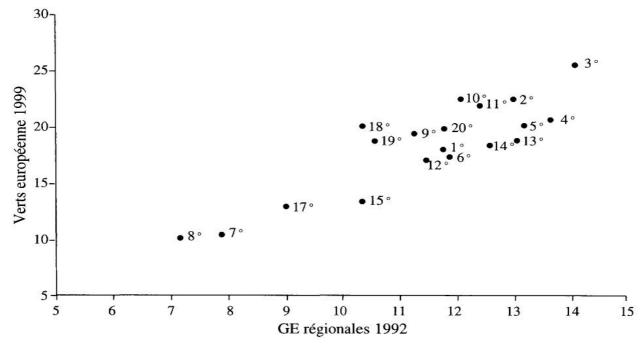
Parmi les meilleures réussites de l'écologie à ces deux élections on trouve des départements bretons où Génération Écologie s'était particulièrement distingué en 1992 : l'Ille-et-Vilaine (10,1 % pour GE en 1992, 12,5 % pour les Verts en 1999) et le Finistère (respectivement 7,8 % et 11,3 %). Mais on compte aussi plusieurs départements de la région parisienne tels que l'Essonne (9,8 % pour GE en 1992, 12,7 % pour la liste Cohn-Bendit), le Val-de-Marne (respectivement 9,8 % et 12,7 %) ou les Yvelines (12,8 % et 11,7 %).

Dans cette série, Paris constitue aussi un cas intéressant car les candidats de Génération Écologie y avaient fait une percée étonnante en 1992. Dans le graphique 2, nous avons fait figurer en abscisse le pourcentage de vote pour les listes Génération Écologie aux élections régionales de 1992 et en ordonnée les pourcentages de vote pour la liste Cohn-Bendit. Les résultats montrent que l'écologie, sous ses deux formes, réussit à peu près dans les mêmes arrondissements : les quartiers centraux de Paris : II^e, III^e, IV^e, V^e, X^e et XI^e arrondissements. Il paraît probable que dans cette fraction du Paris « branché », les professions intellectuelles et artistiques, clientèle typique de l'écologie politique, sont sur-représentés. L'évolution du prix de l'immobilier parisien a aussi vraisemblablement contraint une fraction de ces couches sociales à émigrer vers des quartiers plus périphériques (XVIII^e, XIX^e, XX^e) où la liste Cohn-Bendit réalise aussi d'excellents résultats. Les seuls territoires parisiens qui résistent à la séduction de l'ancien leader de Mai 68 sont les quartiers « riches » (XVI^e, VIII^e, XVII^e).

Dans le cas de Paris et de la région parisienne, il est clair que l'héritage de Génération Écologie ne constitue pas le seul élément de réussite de l'écologie. Ici tous les facteurs que nous avons énumérés se multiplient : sensibilité accrue au thème environnemental due à la pollution de l'air, popularité d'un leader historique, concentration de couches intellectuelles qui constituent le cœur de cible de l'écologie politique.

D'autres grandes villes témoignent d'une même inclination politique. Du reste l'ensemble de la France urbaine a accordé un meilleur score à la liste des Verts. Dans les 432 villes de plus de 20 000 habitants, la liste Cohn-Bendit recueille 11,6 % des suffrages (contre 9,7 % dans l'ensemble de la France). Au sein de cette France urbaine, les meilleurs scores s'observent soit dans des villes situées dans les environs immédiats de Paris : Montreuil (16,3 %), Vincennes (15,6 %), Evry (15,4 %), Sèvres (15,9 %), Montrouge (14,9 %) soit dans de grandes villes de province qui conjuguent une concentration de populations universitaires et des taux de pollution urbaine notables : Grenoble (17,2 %), Rennes (17,4 %), Strasbourg (16,8 %), Nantes (14,3 %).

Graphique 2. Scores comparés de Génération Écologie (régionales de 1992) et des Verts (européennes de 1999) dans les arrondissements de Paris



Mais, à l'inverse, la France rurale ne témoigne guère de sympathie pour une écologie politique que les ruraux considèrent bien souvent comme un mouvement d'urbains ignorants des réalités du monde paysan. Parmi les conflits nés de ces deux univers de vie, celui qui a opposé parfois violemment les associations de chasseurs et les écologistes a marqué la campagne électorale. Il n'est évidemment pas surprenant de trouver un coefficient de corrélation négatif (-0,60) entre le vote pour la liste menée par Saint Josse et celle des Verts.

Le dernier facteur d'explication de la réussite de la liste des Verts, qui se lit aussi dans la géographie électorale, tient au message très positif à l'égard de la construction européenne. Sans doute cette attitude d'optimisme est-elle davantage le fait de Cohn-Bendit lui-même que d'un parti vert que l'on avait connu plus prudent sur les vertus de l'Union européenne. Mais les faits sont là : il y a une corrélation très significative (0,70) entre le vote « oui » au référendum de Maastricht et le vote vert aux élections européennes de 1999. Là aussi, il paraît logique de supposer que cette fraction des couches intellectuelles qui était attirée et par l'écologie « lalondienne » (elle aussi très enthousiaste à l'égard de l'Europe) et par l'acceptation du traité de Maastricht ait pu être conquise par le discours « libéral, libertaire et européen » de Cohn-Bendit.

Les Verts et leur populaire tête de liste Cohn-Bendit ont incontestablement réussi un « coup politique ». Logiquement, ils doivent engranger les bénéfices politiques de cette réussite au moins dans leur négociations avec le parti dominant de la majorité plurielle, le Parti socialiste. Les dividendes de cette réussite doivent normalement se payer par une participation accrue (en nombre, en qualité ?) au gouvernement, sans cependant que les équilibres délicats avec le Parti communiste et la fraction du Mouvement des citoyens ne se rompent. Au-delà de ces réajustements, les négociations vont très vite s'ouvrir avec les socialistes sur les possibles alliances dans la perspec-

Les Verts et Cohn-Bendit

tive des municipales. Là, le mode de scrutin est suffisamment souple pour permettre un jeu de négociations très large.

Mais au-delà de ces négociations d'appareil, quel est aujourd'hui le poids électoral réel des écologistes français ? Il serait sans doute imprudent de l'évaluer au seul résultat de l'élection européenne. Trop de facteurs propres à cette élection paraissent en déterminer le résultat.

